

Directeurs-Gérants :  
F. DE RODAYS & A. PÉRIER  
Rédacteur en chef. Administrateur.

Secrétaire de la Rédaction :  
Gaston CALMETTE

Téléphone : 102.46 Rédaction  
102.47 Administration

ANNONCES ET RÉCLAMES  
Agence P. DOLLINGEN, 16, rue Grange-Batelière

# LE FIGARO

H. DE VILLEMESSANT

Fondateur

RÉDACTION  
ADMINISTRATION — PUBLICITÉ  
26, Rue Drouot, 26 — PARIS

ABONNEMENT

	Trois Mois	Six Mois	Un An
Seine, Seine-et-Oise.	15	30	60
Départements.	18	37	75
Union postale.	21	50	98

On s'abonne dans tous les Bureaux de Poste de France et d'Algérie.

## La Bonté

L'apostrophe au lecteur est un procédé littéraire depuis longtemps passé de mode. Il est bien rare aujourd'hui qu'on commence un article en interpellant directement l'ami lecteur ou la jolice lectrice. Cela ne se fait plus, et c'est peut-être parce qu'on a abusé, ailleurs, des interpellations. Cependant, pour une fois, j'ai bien envie de revenir à l'ancien usage, et de dire, à ceux ou celles qui, ce matin, voudront bien me lire : « Voyons, cher monsieur, et vous, chère madame, que vous savez dreyfusards ou antidreyfusards, réactionnaires ou républicains, croyants ou libres penseurs, Turcs ou Maures, rentrez une minute en vous-mêmes, et dites-moi si vous n'estimez pas, et si même vous n'admirez pas la brave femme qui, là-bas, à Rennes, vient, si simplement et si noblement, de mettre sa maison à la disposition de Mme Dreyfus ! »

Elle n'est, comme on dit en justice, ni une parente, ni une alliée, ni une amie de la famille. On ne sait même pas si elle croit à l'innocence ou à la culpabilité du condamné. Je la soupçonne de ne pas avoir approfondi la question du 120 court ou du frein hydroélectrique. Elle n'a vu qu'une chose, c'est que cet homme qui, en ce moment même, revient dans sa patrie pour y être jugé, a une femme qui, depuis cinq années, depuis le jour de la condamnation, a été la plus malheureuse et la plus admirable des femmes, qui jamais n'a failli, jamais n'a désespéré, et a magnifiquement incarné ce beau titre d'épouse qui, heureusement pour nos Parisiennes, ne comporte pas, d'ordinaire, tant d'épreuves ni de sacrifices.

Le jour vient enfin de la justice et de la réparation. De nouveau, le condamné va être jugé, et cette fois dans la pleine lumière, dans la pleine connaissance des faits. L'épouse veut se rendre à Rennes, où doit avoir lieu le procès. Elle apprend qu'on compte l'accueillir avec froideur, presque avec hostilité. Comment les foules, qui se composent pourtant de braves gens, peuvent-elles être, à de certains jours, si mauvaises ? Comment les hommes, une fois qu'ils sont réunis, semblent-ils abdiquer tous sentiments humains ? A quoi bon chercher ? C'est ainsi depuis que le monde est monde. Une expérience de plus ou de moins ne tire pas à conséquence.

Mme Dreyfus a donc éprouvé des difficultés pour se loger. Les hôteliers ont eu peur. Il faut bien vivre, hélas ! et que devenir si le lendemain la clientèle s'éloigne ? Dans la ville, il ne manque pas de maisons à louer, mais les propriétaires ont tous de bonnes raisons pour ne pas louer. Notez que ce sont peut-être de très braves gens, excellents époux et excellents pères, fort capables, dans leur vie privée, d'un mouvement généreux, d'un élan du cœur. Mais ils craignent le qu'en-dira-t-on ; l'opinion des voisins les inquiète ; une attaque possible d'un journal les terrifie. Ils sont hommes, ce qui n'est pas toujours synonyme d'héroïsme.

Aussi, le ciel, à côté des hommes, a-t-il mis les femmes. Dans cette ville de Rennes habite une bonne dame qui, en apprenant ce qui se passait, n'a pas hésité un seul instant. Sans consulter personne, n'ayant pris conseil que de son cœur, elle a écrit à Mme Dreyfus, lui a offert sa demeure, la mise à son service, durant tout le temps de son séjour à Rennes. Elle-même irait se loger ailleurs, et, voyez la misère humaine ! quand on a connu ce sacrifice, quand on a pu pour quelle raison la bonne dame allait se trouver sans domicile, elle a eu, à son tour, toutes les peines du monde à en trouver un. On craignait de se compromettre en l'hébergeant, et, pour un peu, on l'eût punie de sa bonne action. Il ne lui en arrivera rien de mal, heureusement. Vous avez lu le récit de Chincholle. Mme Godard ne sera pas forcée, après avoir installé Mme Dreyfus dans sa maison de Rennes, d'aller chercher personnellement un gîte à Saint-Malo. Sa noble hospitalité a été acceptée à la condition qu'il n'en résulterait pour elle aucun dérangement. Le tact et le cœur des femmes savent toujours trouver les solutions qui conviennent.

C'est maintenant, devant la maison si gracieusement offerte, un va-et-vient de gens qui se livrent aux commentaires les plus variés sur l'événement. Cette femme les étonne, visiblement. Et cela même n'est pas à l'honneur de notre triste époque, car il ne devrait y avoir là rien de bien surprenant. La femme est là dans son vrai rôle de femme, secourable et miséricordieuse, consolatrice des affligés, ne se mêlant à nos luttes et à nos passions que pour y apporter le rayon divin de la grâce et de la bonté. Je sais bien que ce n'est pas tout à fait ce rôle-là que certaines femmes ont pris depuis le commencement de l'Affaire. On en a vu qui étaient plus enragées que les hommes, et qui y ont gagné des allures de virago qui ne les embellissaient ni au physique ni au moral.

Je me suis trouvé un soir dans un salon où, de dix heures à minuit, quelques dames, qui auraient eu cependant tout ce qu'il fallait pour plaire, se sont mises, à propos de cette malheureuse affaire, dans des états qui n'avaient rien de bien séduisant, criant et gesticulant, fulminant contre la Cour de cassation, contre le gouvernement, contre Dieu et diable. L'une d'elles finit par dire : « Si ses gardiens lui donnaient une boulette, à ce juif, il n'en serait plus question !... »

Et pour se calmer, elle prit une tasse de thé, tandis que je me disais, à part moi : « Voilà une petite femme dont le mari ne doit pas s'amuser tous les jours !... »

Il est vrai que le mari, pendant ce temps-là, était au cercle, ou même ailleurs. C'est la ressource des maris dont les femmes ont cet aimable caractère. L'un d'eux, même, qui, pour employer le jargon du jour, est dreyfusard et dont la femme est antidreyfusarde, a eu un mot charmant et qui pourrait s'appliquer à bien des ménages. Pour la centième fois, il venait de se quereller avec sa femme sur l'éternel sujet :

— Tout ce bruit-là, conclut-elle, c'est parce que c'est un juif !... Si c'était toi, on n'aurait pas remué tout ce monde, et tu serais encore à l'île du Diable !...

Et le mari de répondre avec bonhomie : « C'est très possible, et il est très possible aussi, ma chère amie, que tu aurais changé de nom et que tu te serais remariée !... »

Réflexion fort juste, dont plus d'une « grande et honnête dame » pourrait faire son profit, et qui, par contre, devrait assurer le respect et la sympathie de tous à la femme qui a si courageusement traversé les pires épreuves, qui n'a jamais douté, comme toute femme doit le faire, de l'homme dont elle porte le nom, et qui se trouve aujourd'hui à la dernière station de son douloureux calvaire. D'autres qu'elles, qu'il est superflu de nommer, recommencent, pendant ce temps, ce même calvaire ; celle dont le mari s'est tué, et celle dont le mari est en prison, et celle dont le mari est en fuite ! Elles sont bien innocentes, cependant, mais le malheur s'est abattu sur elles. Elles sont les vraies victimes de ce drame, et vers chacune d'elles doit aller le même élan de pitié et de respect.

Pitié ! quel plus noble sentiment peut fleurir au cœur de la femme ? C'est elle qui, tout au début de l'Affaire, faisait dire à une de nos plus charmantes Parisiennes :

— Moi, je suis dreyfusarde, parce que si je me trompe, je ne cours jamais qu'un risque, c'est de faire sortir un criminel du bagne. Tandis que si ce sont les autres qui se trompent, ils y auront laissé un innocent. En vérité, j'aime mieux moi !

Cette Parisienne parlait avec son esprit et avec son cœur. Que les femmes fassent donc aux hommes les mauvais côtés des choses ; qu'elles n'en prennent jamais que le côté généreux, et tendre, et bon. Elles ne peuvent pas toutes imiter Mme Godard, c'est entendu ; pas plus chez un sexe que chez l'autre, l'héroïsme n'est la vertu courante. Mais c'est un bel exemple, tout de même, que donne cette brave dame, qui sait si bien mettre en pratique la sainte maxime inscrite en sa demeure : « Aimez-vous les uns les autres. » On se la représente volontiers dans cette maison tranquille où jusqu'ici les bruits du dehors n'étaient pas venus jusqu'à elle. Elle aurait pu y vivre longtemps ainsi, sans que rien troublerait sa quiétude. Mais cette femme, autrefois, avait souffert, et il lui en était resté une grande pitié pour les souffrances d'autrui. Peu lui a importé ce fameux qu'en-dira-t-on, et elle ne s'est guère arrêtée aux critiques ou aux médisances : ce sont là de considérations qui sont bonnes pour des hommes. Cette vraie Française a passé outre, et très simplement, comme se font toujours les belles choses, elle a, pour sa part, réalisé le rêve de Paul-Louis, un rêve dont nous sommes aujourd'hui singulièrement éloignés, et qui consistait à faire de notre douce France la terre choisie entre toutes où l'on ne verrait jamais un homme sans esprit ni une femme sans bonté !

Le Passant.

## Échos

### La Température

Le baromètre a une tendance à la hausse. A Biarritz il est à 770 mm ; à Paris il ne dépasse pas 760 mm, mais les pluies deviennent plus rares en France. Sur la Manche et l'Océan la mer est assez belle. La température s'abaisse sur notre littoral. A Paris le thermomètre marquait hier vers huit heures du matin 17° au-dessus et atteignait 22° 1/2 dans l'après-midi ; on notait 23° à Alger dans la matinée. En France, le ciel va rester nuageux avec temps un peu frais. Dans la soirée le baromètre restait à 767 mm.

Dieppe. Thermomètre : 17°. Mer belle, temps très beau.

### Les Courses

A deux heures, Courses à Rouen. — Gagnants de Robert Milton :  
Prix de la Ville de Rouen : Baronne.  
Prix de la Seine-Inférieure : Riposte.  
Prix de la Société d'encouragement : Vignec.  
Prix Fauchet : Soulecause.  
Prix du Conseil municipal : Parisiana.  
Prix du Chemin de fer de l'Ouest : Gloriole.  
Grand Prix d'Essai : Pic.  
2<sup>e</sup> Prix de la Société des Steeple-Chases de France : Blonville.

### PROGNOSTICS

Nos poulx sacrés vont-ils manger tout à l'heure, ou refuser la nourriture ? That is the question, comme dirait Hamlet. C'est que de leur bonne ou mauvaise volonté vont dépendre les destinées du cabinet Waldeck-Rousseau, dont le président n'a pas, comme le consul Claudius Pulcher la veille de la bataille de Drépane, la ressource de leur faire piquer une léte dans la grande tasse, en disant : « S'ils ne veulent pas manger,

qu'ils boivent. » Selon que ces volatiles augustes et parlementaires laisseront tomber un bulletin bleu ou un bulletin blanc, ce sera l'apothéose ou l'effondrement.

Les dispositions des messieurs de la Chambre échappent un peu au raisonnement. S'ils se laissent guider par la logique, tout ce qui est républicain devrait soutenir le cabinet qui est constitué pour obéir à l'ordre du jour voté par la Chambre le 12 juin dernier et faire front contre les adversaires de la République. Ce ministère n'a pas d'autre programme, il ne peut pas en avoir d'autre, puisqu'il n'est pas plus homogène que la République elle-même, puisqu'il contient des socialistes et des modérés parfaitement capables de combiner leurs efforts pour un coup de collier destiné à faire démarquer le char embourbé, mais parfaitement incapables de le conduire tranquillement lorsqu'il sera remis sur la route. Donc, à ce point de vue, qui est le seul vrai, la proportion de la majorité ministérielle devrait être celle du parti républicain lui-même.

Mais le parti républicain contient des modérés dont quelques-uns ne peuvent pardonner à M. Waldeck-Rousseau de les avoir négligés dans ses démarches. Ils voteront contre lui, ou du moins ils en ont envie.

Comme, d'une part, la présence de M. de Gallifet a désarticulé le parti socialiste, non moins que l'entrée d'un de ses chefs dans le cabinet, comme la fraction révolutionnaire s'est détachée de l'extrême gauche, comme les gens qui cultivent des espérances politiques contre le mur des fédérés ont déclaré qu'ils n'auraient plus rien de commun avec un ministère où figure ce massacreur, ce général et ce marquis, les pauvres ralliés sont exposés à marier leurs votes avec ceux des communistes. Que pensera l'infortuné Chaudey, s'il s'occupe encore de nous là-haut ?

La fête ne serait pas complète si les nationalistes ne s'unissaient pas aux communistes pour conspuer le ministre de la guerre, aux onis de « Vive l'armée ! » C'est pourquoi on peut conjecturer qu'au dernier moment les résolutions prises faibliront, et que l'abstention sera le refuge des ennemis républicains du cabinet.

Ceux de ses adversaires qui appartiennent à la droite seront dans leur rôle en votant contre lui, et n'auront à innover à la politique que leurs tendresses d'antan pour un général qui a appartenu à la vieille armée.

Un grand pas peut être fait aujourd'hui sur la route de la pacification générale. Si ceux qui la réclament ne la redoutaient pas, le cabinet serait sûr de vivre assez pour nous la donner définitivement. — J. CORNÉLY.

### A Travers Paris

Ce n'est pas à Montélimar, comme il semblait en avoir d'abord l'intention, mais au château de Rambouillet que le Président de la République ira s'installer avec sa famille pendant les prochaines vacances parlementaires.

Certes M. Loubet, fidèle à ses habitudes et à « son cher Midi », n'entend pas mieux demandé que de s'en aller, comme à l'ordinaire, villégiaturer sur les bords du Jabron, ou mieux encore dans ses bois de Marsanne, à l'abri du protocole et de ses exigences.

Mais il estime que les circonstances présentes lui font un impérieux devoir de ne pas s'éloigner de Paris, et voilà pourquoi les Montiliens, malgré la promesse qu'il leur fit à son récent voyage, n'auront pas l'heure de posséder, cet été, le Président de la République.

Mais ils comptent bien se rattraper l'année prochaine... Et M. Loubet aussi.

Une « combinaison » ministérielle imprévue. Etant donné un Conseil des ministres, composé des onze ministres plus le président, au total douze personnes, sait-on de combien de manières différentes elles peuvent se placer autour de la table à tapis vert ?

L'algèbre nous répond : de 479,001,000 manières.

Si lesdits onze ministres plus le président effectuaient une permutation chaque demi-minute, il leur faudrait, jours et nuits, 1,848 ans pour épuiser toutes les combinaisons.

Jamais, au grand jamais, un ministre ne vivra assez longtemps pour cela !

Le nouveau ministère et les points cardinaux.

C'est le Midi qui l'emporte, et de beaucoup, dans la composition du nouveau ministère.

Six de ses membres, en effet, sont originaires de départements du sud de la France : MM. Baudin, Delcassé, Jean Dupuy, de Lanessan, Georges Leygues et Monis.

Trois sont Parisiens : le général de Gallifet, MM. Decrais et Millierand.

Deux sont originaires de l'Ouest : MM. Waldeck-Rousseau et Caillaux.

Un seul, de l'Est : M. Mougeot, qui est né dans la Haute-Marne.

Le Nord ne compte aucun représentant dans le nouveau ministère.

Hier est arrivé à Paris le général comte Orloff, qui commande la première division des cosaques du Don, cantonnée sur la frontière austro-russe. Grand ami de la France, le général a parmi nous de très solides et très fidèles amis.

Aujourd'hui, à la galerie Georges Petit, quatrième vacance de la vente de feu M. Ph. Sichel. On sait avec quel intérêt le public a suivi ces enchères brillantes. La vente s'achèvera ce mercredi.

### INSTANTANÉ

M. BULOT

Le nouveau procureur de la République de Paris, c'est-à-dire la grande autorité judiciaire du Palais, car, à Paris, le procureur de la République est bien plus connu que le procureur général, et c'est à lui qu'on a affaire bien plus qu'à son grand chef.

La meilleure preuve en est que, tout en remplaçant simultanément M. Bertrand et M. Feuilleux, le gouvernement a cru pouvoir retarder de quelques jours la nomination du nouveau procureur général, tandis qu'il a nommé sur l'heure le successeur de M. Feuilleux.

Les candidats étaient nombreux et tous fort méritants, car on ne peut aspirer à ce poste sans avoir derrière soi de sérieux et même de brillants états de service. C'est M. Bulot qui a décroché la timbale, et le meilleur éloge qu'on puisse faire de lui, c'est de dire qu'il est peut-être, de tous les candidats en ligne, le seul qui n'ait pas intrigué pour être nommé.

M. Bulot est né à Paris. Il faut bien que, de temps en temps, on réserve quelques places aux Parisiens ! Il est âgé de quarante-huit ans, étant né le 12 novembre 1851. Entré dans la magistrature le 13 janvier 1880 comme substitut à Saint-Etienne ; par la suite, il a été nommé substitut à Lyon, puis à Paris. Fut nommé substitut du procureur général, et enfin avocat général, poste qu'il occupait depuis le 6 mai 1893.

La nomination, en dehors des qualités de magistrat, est donc parfaitement hiérarchique. Elle est qu'avant au Palais M. Bulot, qui est un travailleur, un esprit fin, un caractère droit, et ce qui ne gâte rien, un homme de manières aimables et de relations très sûres. Le nouveau procureur de la République a un talent de parole très apprécié, et, soit comme substitut soit comme avocat général, il a occupé le siège dans plusieurs procès retentissants.

Une anecdote du nouveau ministre de la guerre.

Prisonnier après Sedan, le général de Gallifet fut emmené en Allemagne où il rencontra une grande dame allemande qui, depuis, a épousé un grand seigneur étranger. Cette dame, fort bien appareillée et très bien en Cour, et qui avait connu le général à Paris, se mit en tête d'adoucir les rigueurs de la captivité et demanda à M. de Gallifet ce qu'elle pouvait faire pour lui être agréable, ajoutant que, connaissant le prince héritier, elle était en situation d'obtenir bien des faveurs.

Le général, qui ne tenait nullement à avoir d'obligation envers personne, refusa très courtoisement, mais très fermement. La dame insista. — Eh bien ! dit le général, dans la dernière charge à laquelle j'ai pris part, j'ai perdu mon plumet ; je serai très heureux si vous pouvez me le faire retrouver !

— J. CORNÉLY.

Le Passant.

### OUTOUR DU BOULEVARD

Nous voici décidément au déclin de la saison mondaine qui, en dépit des maussades préoccupations qui ont pesé lourdement sur l'esprit des Parisiens, n'a pas été, cette année-ci, moins brillante et moins animée que de coutume. C'est le moment où cessent les réceptions à grand orchestre et où commencent les réunions intimes, les dîners de coterie chez le restaurateur, les excursions aux environs de Paris ; sorte de prélude à la villégiature, à laquelle on songe, à laquelle on se prépare et qui va progressivement, pendant la quinzaine où nous entrons, faire le vide aux Champs-Élysées et au Bois.

C'est encore et surtout le moment des parties de campagne en mail, d'autant plus recherchées, d'autant plus à la mode aujourd'hui que la fermeture du Cercle de Puteaux a désorienté beaucoup de nos élégantes, dérangé ou interrompu bien des flirts, et qui a fallu s'ingénier à trouver des moyens de se rencontrer et de bien employer le peu de temps qui reste avant la dispersion générale. On se donne donc rendez-vous en dehors du centre, le plus souvent à l'entrée du bois de Boulogne, aux « Pannés », où le coach attelé de ses quatre chevaux attend, avec son propriétaire correct, ficelé, sanglé dans un costume de circonstance, les invités arrivant l'un après l'autre. Saluts, poignées de main, présentations. Puis commence l'ascension ; et c'est alors que le spectacle devient curieux et tout à fait intéressant pour qui veut observer et connaître le dessous des cartes... Les manœuvres savantes auxquelles se livrent ces messieurs et ces dames pour se caser, comme par hasard, à leur convenance ; les ruses de sauvages de quelques jeunes seigneurs pour arriver à prendre la place qu'ils convoitent ; je renonce à les décrire ! Ce que je puis affirmer, c'est que les choses s'arrangent toujours, sans qu'on sache trop comment, le mieux du monde, et qu'au retour, les excursionnistes sont invariablement plus gais qu'au départ. Honni soit qui mal y pense. — L'Affranchi.

La Librairie Garnier met en vente le quatrième volume de l'Empire Libéral, de M. Emile Ollivier. Il contient le récit sobre, vivant, varié, parfois pathétique, de la formation de l'Unité Italienne, avec toutes ses péripéties militaires et politiques. Les batailles y sont aussi bien racontées que les négociations, et les portraits sont d'un relief saisissant. Cette étude, riche en documents inédits, offre l'attrait d'un roman.

L'entrepreneur d'un des lots les plus importants du Métropolitain, M. Roche, qui aura terminé dans quelques jours le percement de la portion du tunnel qui lui est attribuée entre les rues des Lavandières-Sainte-Opportune et du Vingt-Neuf-Juillet, vient d'avoir une idée tout à fait originale.

Pour fêter l'achèvement du gros œuvre de ce lot, il organise pour le 14 Juillet un grand banquet qui aura lieu sous terre, dans la gare du Louvre, aujourd'hui terminée et formant une vaste salle de soixante-quinze mètres de longueur sur quatorze de largeur.

Le nouveau ministère et les points cardinaux.

C'est le Midi qui l'emporte, et de beaucoup, dans la composition du nouveau ministère.

Six de ses membres, en effet, sont originaires de départements du sud de la France : MM. Baudin, Delcassé, Jean Dupuy, de Lanessan, Georges Leygues et Monis.

Trois sont Parisiens : le général de Gallifet, MM. Decrais et Millierand.

Deux sont originaires de l'Ouest : MM. Waldeck-Rousseau et Caillaux.

Un seul, de l'Est : M. Mougeot, qui est né dans la Haute-Marne.

Le Nord ne compte aucun représentant dans le nouveau ministère.

Hier est arrivé à Paris le général comte Orloff, qui commande la première division des cosaques du Don, cantonnée sur la frontière austro-russe. Grand ami de la France, le général a parmi nous de très solides et très fidèles amis.

Aujourd'hui, à la galerie Georges Petit, quatrième vacance de la vente de feu M. Ph. Sichel. On sait avec quel intérêt le public a suivi ces enchères brillantes. La vente s'achèvera ce mercredi.

C'est à ses ouvriers que M. Roche offre ce banquet et il vient d'inviter le président du Conseil municipal, le préfet de la Seine, M. Defferre, directeur des travaux, et les ingénieurs du Métropolitain à y assister.

La gare décorée de drapeaux et de trophées et brillamment éclairée à l'électricité sera transformée en un hall pittoresque, où les tables seront dressées et où les plats arriveront par les galeries de décharge qui ont servi jusqu'ici aux déblais du tunnel et à la construction du Métropolitain.

Le supplice de Tantale ! Un joli dessin de Widhopf dans le *Courrier français* représente une bande d'excursionnistes, haltant sous un soleil de plomb, arrêtés hypnotisés devant une de ces peintures-annonces plantées le long des voies, où l'on voit un gros monsieur buvant d'un air béat, avec cette inscription : « Par les chaleurs, le Pippermint étendu d'eau froide est la boisson la plus délicieusement rafraîchissante. »

Le Livre d'or de Paris.

A dates fixes on se demande dans la presse ce qu'est devenu le registre placé devant la statue de Strasbourg le 9 septembre 1870 et sur lequel, jusqu'à la reddition de la forteresse alsacienne, des milliers de Parisiens allèrent s'inscrire chaque jour.

Le Livre d'or n'est pas perdu : cet énorme volume, semblable à un grand-livre de commerce — où l'on peut relever, parmi les noms d'humbles gardes nationaux, ceux de Gambetta, de Ferry et des autres membres du gouvernement de la Défense nationale, — cet énorme volume est à la bibliothèque du ministère de l'Intérieur, où tous les employés ont pu le consulter.

Hors Paris

De notre correspondant de Constantinople.

« Jeudi soir, un grand dîner a été offert par le Sultan en l'honneur de Mme Constans et de l'ambassadeur de France. »

Le commandant Berger, les généraux français au service du gouvernement ottoman, un certain nombre des membres de la famille impériale, tous les ministres turcs assistaient à ce banquet, qui a été servi dans la grande salle à manger du palais de Yildiz. Comme toujours, le Sultan s'est montré plein d'égards pour le représentant de la France, à qui il a fait remettre à son arrivée la plaque en brillants de l'Osmanie, le premier de ses ordres. Rarement un ambassadeur a joui d'une pareille faveur. »

On sait que les menus anglais ont ceci de particulier qu'ils semblent avoir été rédigés par Gargantua et Pantagruel en personnes.

Voici, à titre de curiosité et avec ses fautes d'orthographe, celui qui a été servi au château de Balmoral en l'honneur du duc d'York célébrant la trente-quatrième anniversaire de sa naissance :

POTAGES

Printanier, à la Reine, à la Tortue

Les truites à la sauce Grégoire, les whitebait frits

Les filets de merlans frits, le turbot à la sauce homard

HORS D'ŒUVRES

Les petits pâtés de homards

RELEVÉS

Les poulardes truffées à la sauce Périgourd

Le jambon glacé garni de fèves de marais

Le filet de bœuf piqué à la Napolitaine

La selle d'agneau farcie à la Royale

ENTRÉES

Les nageoires de tortue, sauce au vin de Madère

Les filets de poulet à l'écarlate aux concombres

Les côtelettes de mouton braisées à la purée d'artichauts

Les aiguillettes de canetons aux pois verts

Les ris de veaux piqués, glacés à la Toulouse

SECOND SERVICE

Haunch of Royal buck venison, roast mutton

Roast Scottish ox beef

SECOND SERVICE ROTS

De caillies, levrauts, de poulets

RELEVÉS

Les puddings à la Nesselrode

Les puddings de cabinet

Les soudées à la faculté de pommes de terre

FLANCS

Le Pavillon Mauresque, la Tente Militaire

Entremets

Un plat nous intrigue : la Tente militaire.

Cela doit être bien difficile à digérer.

A Cabourg !

C'est là que se donnent rendez-vous mondains et mondaines, entre les deux derniers tours de valse de la saison parisienne. Les villas à louer se raréfient chaque jour, ainsi que les appartements du Grand-Hôtel. Les innombrables attractions réunies par Césaire Bourdieu pour son merveilleux Casino suffisent à expliquer cette vogue sans cesse grandissante.

Nouvelles à la Main

Au restaurant.

Un client. — Comment, vous avez de la raie et elle ne figure pas sur le menu ?

Le garçon, avec mystère. — Chut ! le patron ne veut pas qu'on l'affiche !

Carnet d'un négligé :

— On finit souvent par reconnaître que la lettre qu'on a omis d'envoyer était la meilleure qu'il fût possible d'écrire.

Un bonhomme prétentieux est en train de faire des phrases sur le style de jadis et le style d'à présent.

— Pour moi, c'est la même chose, interromp un pince-sans-rire. Autrefois, le style ne voulait presque pas d'adjectifs ; à présent, il lui faut « l'épithète rare ».



peut, en raison même des mœurs et des traditions de l'armée, qualifier d'instinctif, n'a pas été la seule cause qui l'ait poussée dans la voie de l'intransigeance. Il y a eu, de la part du parti antirevisionniste, une série de combinaisons et de manœuvres véritablement machiavéliques, auxquelles les officiers, dans leur simplicité naïve, se sont laissés prendre; et, d'un autre côté, le gouvernement, le ministre de la guerre lui-même, qui, dès le début, devaient être nettement fixés sur la légitimité du but poursuivi, ont par leurs hésitations, leurs réticences, leur manque absolu de carrure et de décision, jeté l'inquiétude et l'agitation dans tous les esprits, et ont porté de ce fait la plus grave des responsabilités.

Tout esprit sage et non prévenu ne posera une première question: comment se fait-il que dans un pays qui possède une réputation justement acquise de bon sens, de loyauté, de justice, l'idée de la révision d'un procès criminel — que la condamnation se soit produite devant une Cour d'assises ou devant un Conseil de guerre — ait pu soulever de pareilles passions et surtout une pareille opposition?

Eh voilà un crime odieux entre tous: un officier, placé de par sa fonction dans le sanctuaire même de la défense nationale, possédant tous nos secrets de mobilisation et de matériel, a trahi sa patrie et livré ces secrets à l'ennemi; tout le monde a regretté que la loi n'eût pas prévu le châtiment suprême pour punir un pareil attentat.

Tout à coup, on apprend que des suspicions se sont fait jour, qu'un erreur a pu être commise dans la matérialité des preuves invoquées, que l'expérience des juges du Conseil de guerre a pu créer une illégalité: qu'on se trouve, en un mot, devant une erreur possible de justice.

Devant un pareil soupçon, tout le monde va se lever, va bondir — n'est-ce pas? — pour réclamer la lumière. Si, par impossible, le condamné de l'île du Diable n'était pas coupable? S'il était démontré qu'on a violé contre lui les droits de la défense? En présence d'une pareille unanimité de sentiments, d'une pareille explosion de bon sens et d'honnêteté, la solution du problème va être simple et rapide: la loi elle-même permet la révision et, si les arguments invoqués paraissent sérieux, elle s'impose.

C'est alors que se dresse un parti puissant, dont je chercherai plus tard à définir les affinités et les tendances, et qui vient déclarer solennellement que toute tentative de révision est une injure, non seulement aux juges du Conseil de guerre qui ont condamné Dreyfus, mais encore à l'état-major, aux grands chefs, à l'armée tout entière.

Et quels sont les organes de publicité qui soutiennent de pareilles thèses? Ce sont ceux qui jusque-là s'étaient fait remarquer par la violence de leur polémique vis-à-vis de nos chefs les plus élevés: il suffit d'ailleurs de voir le revirement qui s'est produit dans leurs idées depuis que la révision est devenue un fait accompli, pour être édifié sur la sincérité des sentiments qu'ils manifestaient antérieurement.

Mais, ils ne s'en sont pas tenus là, à vouloir défendre un honneur qui n'était pas atteint.

Connaissant à merveille non seulement les grands sentiments des officiers, mais aussi leurs petits points faibles, leurs embêtements faciles, ils ont dit à l'armée: « Les révisionnistes ont sur vous un avantage immense, ils ont de l'argent; ce n'est pas sans raison qu'on appelle les juifs les rois de l'époque; ils ont un vaste Syndicat qui remue l'or à la pelle; les consciences sont larges, pour les acheter, il suffit d'y mettre le prix; dans ces conditions, la révision sera nécessairement votée, et il en résultera une déconsidération certaine pour l'armée, un affaiblissement considérable de la défense nationale. »

Parler d'argent et d'achat de consciences devant des officiers, c'est comme si on agissait du rouge devant des taureaux: la bête affolée ne connaît plus d'obstacles.

Donc, nous, les antirevisionnistes, nous défendons à la fois l'honneur de l'armée et l'intégrité des consciences: Vive l'armée! — Les autres, les révisionnistes, en veulent à l'honneur de vos chefs et à votre; ils veulent acheter vos consciences, et ils le peuvent, car ils sont riches; ce sont des juifs, ce sont des dreyfusards dont le cri de ralliement est: Vive l'argent! A bas l'armée!

Il n'en a pas fallu davantage pour que les officiers tombassent dans le piège: ils étaient devenus antirevisionnistes et antirevisionnistes. Et quand ils virent plus tard le général Billot, ministre de la guerre, déclarer à la Chambre, en plaçant la main sur sa poitrine, qu'en son âme et conscience Dreyfus avait été justement et légalement condamné, aucun doute ne subsistait dans leur esprit: ils devinrent des ennemis acharnés de la révision.

Il a fallu la série complète des événements douloureux auxquels nous assistons depuis dix-huit mois, et en particulier la publication de l'enquête, pour leur dessiller les yeux. Il est permis d'affirmer aujourd'hui que le revirement est complet, que l'armée entière a accueilli la sentence de la Cour de cassation avec une immense soupir de soulagement, et que l'innocence proclamée de Dreyfus sera pour elle à la fois une joie et un triomphe.

Et alors, une seconde question se pose à mon esprit.

Dans ce combat à mort entre les deux partis, on voit très nettement apparaître le but poursuivi par les révisionnistes: c'est le redressement, la réparation d'une erreur judiciaire. S'il y a eu réellement erreur, tout le monde est atteint directement: la victime, sa famille, ses amis, ses camarades, l'armée, le pays tout entier, et un but aussi noble, aussi élevé, justifie tous les efforts, toute l'action morale et matérielle employée.

Mais les antirevisionnistes, eux, quel est leur mobile, leur objectif? L'honneur de l'armée n'est point en cause: la révision n'est une injure ni pour les membres du Conseil de guerre, ni pour les hauts chefs. Pourquoi dès lors s'y opposer avec cette passion, cette violence, ce mépris des moyens? Est-ce le résultat d'un système préconçu? Est-ce pour zacher des compromissions et des faiblesses du passé, déjà connues?

Je répondrai très nettement à ces points d'interrogation. Je suis convaincu pour mon compte personnel, et cela depuis bien longtemps, que l'affaire Drey-

fus n'a été — sinon absolument à son origine, du moins dans tous ses développements successifs — qu'un des épisodes multiples douloureux de la campagne antirevisionniste que nous voyons mener, depuis plusieurs années, aussi bien en France qu'en Algérie; qui compromet, ici comme là, l'union et la concorde entre les citoyens; qui nous ramène, au point de vue des libertés premières, à plus de trois siècles en arrière, et qui porte atteinte à la fois à la grandeur et à la sécurité de la patrie.

Je chercherai à le démontrer.

Colonel F. Robert.

## LE CONSEIL DES MINISTRES

Le Conseil des ministres s'est réuni hier matin, à l'Élysée, sous la présidence de M. Loubet.

M. Waldeck-Rousseau a fait connaître à ses collègues le texte de la déclaration qui doit être lue aux Chambres. Ce document, très court, expose que le cabinet s'est constitué exclusivement pour accomplir l'œuvre de défense républicaine prescrite par l'ordre du jour du 12 juin dernier et indique comment le cabinet entend déférer au vœu de la Chambre.

M. Monis, garde des sceaux, a soumis au Conseil le mouvement judiciaire suivant:

M. Bertrand, procureur général près la Cour d'appel de Paris, sera nommé conseiller à la Cour de cassation, en remplacement de M. Balthus-Beaupré nommé président de Chambre.

M. Bernard, conseiller à la Cour de cassation, sera appelé au poste de procureur général près la Cour de Paris, en remplacement de M. Bertrand.

M. Puech, avocat général à la Cour de cassation, sera nommé conseiller à la même Cour, en remplacement de M. Bernard.

M. Feuillol, procureur de la République près le Tribunal civil de la Seine, sera nommé avocat général à la Cour de cassation, en remplacement de M. Puech. M. Bulot, avocat général à la Cour d'appel, sera nommé procureur de la République à Paris.

M. Lombard, ancien avocat général, sera nommé avocat général à la Cour de Paris, en remplacement de M. Bulot.

M. le général de Gallifet, ministre de la guerre, a fait, de son côté, signer un décret par lequel le général Gallimard, commandant la 12<sup>e</sup> division d'infanterie à Reims, est appelé au commandement du 9<sup>e</sup> corps d'armée, en remplacement du général Riff admis, depuis quelques jours, au cadre de réserve.

Le général de Gallifet a, en outre, fait connaître au Conseil qu'il avait décidé les déplacements suivants:

Le général Hardschmidt est nommé au commandement de la 12<sup>e</sup> division d'infanterie à Reims.

Le général de brigade Rogot est nommé au commandement de la 28<sup>e</sup> brigade d'infanterie à Belfort.

Le colonel de Saxcé est nommé au commandement du 20<sup>e</sup> régiment d'artillerie à Poitiers.

Le lieutenant-colonel de cavalerie de Couberlin va être déplacé.

M. Waldeck-Rousseau a fait connaître à ses collègues qu'il avait reçu pour la séance d'aujourd'hui deux demandes d'interpellation, l'une de M. Paul de Cassagnac, l'autre de M. Ernest Roche.

Le président du Conseil réclamera la discussion immédiate.

G. Davenay.

## ELECTION LÉGISLATIVE

### DROME

2<sup>e</sup> circonscription de Valence

Inscrits: 23.409. — Votants: 16.371

MM Chabert, radical..... 40.091 ÉLU

Servan, radical..... 5.847

En remplacement de M. Bizzarelli, nommé sénateur.

## LA JOURNÉE

Lundi 26 juin

Concours hippique du Polo de Bagatelle (2 h.).

Le Parlement: Lecture de la Déclaration ministérielle, au Sénat par M. Monis, à la Chambre par M. Waldeck-Rousseau. — Interpellations (2 h.).

Au Conseil municipal: Discussion, déjà ajournée, du rapport de M. Sauton, sur l'abaissement du gaz (3 h.).

Congrès de la Meunerie: Ouverture de la onzième session du congrès de la Meunerie française (184, boulevard Saint-Germain).

A la Sorbonne: Réunion, sous la présidence de M. Gréard, du Conseil de l'Université (8 h. du matin).

Les envois de Rome: L'exposition restera ouverte jusqu'à samedi inclusivement (de 10 h. à 4 h., Ecole des beaux-arts, quai Malaquais).

## Le Monde et la Ville

### SALONS

Absolument splendide la réception d'hier chez Mgr le prince Roland Bonaparte, pour l'inauguration de son hôtel de l'avenue d'Iéna, dont nous avons donné la description tout dernièrement. Le prince Roland recevait ses invités à l'entrée du salon d'honneur, ayant auprès de lui la princesse Bonaparte sa fille, la princesse Pierre Bonaparte sa mère, et la princesse Jeanne Bonaparte marquise de Villeneuve, sa sœur.

Il nous est impossible de citer les noms des deux mille invités qui ont défilé, de neuf heures et demie jusqu'à deux heures du matin, dans les merveilleux salons. Disons seulement que cette fête, unique dans son genre, a été rehaussée par la présence de S. A. R. le landgrave de Hesse, accompagné du baron de Flotow et du comte de Blumenthal; de S. A. S. la duchesse Paul de Mecklenbourg, accompagnée de Mlle la baronne de Flotow, et de S. A. R. le prince Henri d'Orléans.

Dans la foule, on remarquait tous les membres du corps diplomatique, les notabilités du monde scientifique, littéraire et artistique; un grand nombre d'hommes politiques et le grand monde parisien sans distinction de partis.

L'immense bibliothèque a été un émerveillement pour tous les visiteurs.

Un orchestre, placé dans le grand vestibule en haut de l'escalier, a joué pendant la réception.

Le comte Brunetta d'Usseaux a donné hier un dîner dans la coquette salle Louis XV de l'hôtel Ritz, en l'honneur de S. A. R. le landgrave de Hesse. Les autres convives étaient:

Le comte Giannotti, grand maître des cérémonies et préfet du palais de la maison du roi d'Italie; comtesse et Mlle Giannotti, Mgr Grano di Belmonte, chargé d'affaires de la nonciature apostolique.

liques en France; duc et duchesse de Rohan, comtesse de Montecorone, princesse Sapieha, prince et princesse Strozzi, comte et comtesse de Blois, comte et comtesse de La Salle, baronne Decazes, comte et comtesse de Wendenstall, prince Galitzine, C. Narischkine, baron de Flotow, comte de Blumenthal.

Grand dîner, avant-hier, chez le comte et la comtesse Jean de Castellane, dans leur hôtel de l'avenue Bosquet. Parmi les convives:

Prince Oroussoff, ambassadeur de Russie; comte Grœben, secrétaire de l'ambassade d'Allemagne; comtesse Brancica née princesse Sapieha; comtesse de Talleyrand-Périgord, comte de Laborde, etc.

Ce dîner a été suivi d'une grande réception, où l'on remarquait le capitaine Baratrier.

Bal blanc des plus ravissants, avant-hier, chez la comtesse Elie d'Avary. Danseurs et danseuses:

Mlle d'Étinaldi, Lanjoulins, Bartholoni, de Beaufort, de Tréville, d'André, prince de Beauvau, comte de Gontaut, comte de La Panouse, vicomte de Lacombe, comte de Châteaubrun, comte de Bithune, etc.

Mme Moore a clôturé ses réunions intimes et si élégantes par un dîner suivi de comédie et d'un cotillon. Parmi les invités:

Duc et duchesse de Lynnes, duc et duchesse de Noailles, vicomte et vicomtesse de La Roche-foucauld, duc et duchesse de Bisaccia, prince et princesse Strozzi, prince et princesse de Poix, comte et comtesse Jacques de Pourtalès, vicomte et vicomtesse A. de Contades, marquis et marquise de Muna, marquis et marquise de Loya-Chandieu, vicomte et vicomtesse Léon de Jazé, vicomte et vicomtesse R. Vigier, vicomte et vicomtesse M. de La Redorte, baron et baronne de Berckheim, M. et Mme de Turbie, M. et Mme Beistegui, etc.

La matinée donnée vendredi dernier par le duc de Pomar, dans son hôtel de l'avenue de Wagram, a été des plus élégantes. On a dansé jusqu'à sept heures du soir avec le plus grand entrain.

Jeudi prochain, réception, de 5 à 7, chez Mme Louis Payen, dans ses salons de l'avenue Percier, à l'occasion de la signature du contrat de mariage de Mlle Payen, fiancée au vicomte de Brye, fils du général comte de Brye.

Très réussie la matinée musicale donnée par Mme Payen, dans ses salons de la rue Lauriston. Au programme, de la musique ancienne orchestrée par la maîtresse de maison et interprétée par:

Mmes Agut, Reyrol, A. de Laboulaye, Lefèvre, de Lages, B. Payen, Calame, de La Reynière, Dubois Roy, Jones, de Villiers; Mlle Rayon, Antoni, Dietrich, Tourlet, Liotard, Holland, de Cazotte, Dietz, Adam; MM. L. Meillet, Fernand Leconte, E. Schlumberger, Fleury et baron Tossizza.

Tous ces excellents interprètes ont récolté une large moisson d'applaudissements. Le clou du programme a été la *Chanson du XIII<sup>e</sup> siècle*, pour cor anglais, de M. G. de Montgomery, exécutée merveilleusement par M. Bouillon et l'orchestre, dont faisaient partie: Mlle Frodon, M. de Rostang, le comte R. Doria, M. Chausse, Mlle Galitzin, le comte R. de Vibre, M. Fleury et M. Bouillon.

L'œuvre et ses exécutants ont été applaudis frénétiquement.

### RENSEIGNEMENTS MONDAINS

— Monseigneur le duc d'Orléans et Madame la duchesse d'Orléans vont quitter, mercredi prochain, York House, pour se rendre à Maribad, où le prince fera sa cure annuelle. De là, il ira rejoindre Madame la duchesse d'Orléans à Aleschur, chez ses beaux-pères et belles-mères, l'archiduc et l'archiduchesse Joseph.

Leur retour en Angleterre aura lieu dans les premiers jours du mois de septembre. A ce moment, toute la famille royale de France se réunira pour assister, le 8 septembre, au service anniversaire de la mort de Monseigneur le comte de Paris.

Sir Edmund Monson, retour de Londres, est arrivé hier à Paris, pour reprendre la direction de l'ambassade d'Angleterre.

S. Exc. Ahmed Djelal-ed-din-pacha, général de division, aide de camp général de S. M. I. le Sultan, est arrivé hier dimanche à Paris par l'Orient Express et est descendu à l'Élysée-Palace-Hôtel où des appartements luxueux lui avaient été réservés.

Son Excellence, qui est accompagnée de son médecin particulier et de sa suite, se rendra dans quelques jours à Contrexville pour y faire sa cure habituelle.

### CERCELES

— Le baron M. de Croze a été élu comme membre permanent au cercle de l'Union. Ses parrains étaient: le comte A. de Lévis-Mirepoix et le comte H. de Beaufort.

### MARIAGES

— Le mariage de Mlle Marie Carraby avec le comte de Chabannes La Palice sera célébré vers la fin de juillet.

La charmante fille du grand avocat et de Mme Carraby aura, par ce mariage, sa résidence habituelle près de Tunis.

Le comte de Chabannes La Palice possède en effet en Tunisie de vastes propriétés qu'il dirige avec la plus haute intelligence et l'activité la plus personnelle, et il est ainsi amené à passer plusieurs mois dans ses domaines, mais le jeune ménage n'en est pas moins décidé à habiter Paris pendant la majeure partie de l'année.

C'est une heureuse nouvelle pour les nombreux amis parisiens des deux familles.

— A Saint-Pierre du Gros-Caillois a été célébré, avant-hier, le mariage du marquis de Cheffontaines avec Mlle Marie Amelot. Le cortège nuptial, à l'entrée de l'église, était ainsi composé:

Comte Amelot et sa fiancée, le fiancé et sa mère la comtesse de Cheffontaines, vicomte Amelot et comtesse Amelot, M. de Cassan-Flozac et comtesse Amelot, née Choppin d'Arnoval, baron de Meyronnet Saint-Marc et Mme Corbin, comte de Quénetain et comtesse de Cheffontaines, comte de Cheffontaines et comtesse de Quénetain, baron Jacques de Meyronnet Saint-Marc et Mme de Cassan-Flozac, née Amelot, M. Joseph de Cassan-Flozac et vicomtesse de Quénetain, M. des Francs et baronne de Meyronnet Saint-Marc, vicomte de Quénetain et Mlle des Francs, M. Pierre de Cassan-Flozac et Mme Amelot, M. de Coniac et comtesse de Ruillé.

M. l'abbé Scheffer, le nouveau curé de la paroisse, avant de donner la bénédiction nuptiale, a, dans une touchante allocution, évoqué les grands souvenirs des deux familles des mariés.

Les témoins étaient, pour le marié: le comte de Cheffontaines, capitaine au 11<sup>e</sup> chasseurs, et le comte de Quénetain, son oncle; pour la mariée: ses oncles paternel et maternel, le vicomte Amelot et le baron de Meyronnet Saint-Marc.

La quête a été faite par Mlle de Quénetain et Catherine Amelot, accompagnées de M. René de Cassan-Flozac, marchand des logis au régiment, et M. Maurice de Quénetain, marchand des logis de hussards.

A l'issue de la cérémonie, les parents et les amis des jeunes époux se sont retrouvés chez la comtesse Amelot, dans ses salons du boulevard de Latour-Maubourg.

On vient de célébrer le mariage de M. André Chavane, chef de clinique à la Faculté de médecine à Paris, avec Mlle Jeanne Beaumont.

Mardi prochain on bénira, à Saint-Pierre de Chaillois, le mariage du baron Raoul de La Touanne, lieutenant au 27<sup>e</sup> dragons, avec Mlle Henriette du Payrat.

Le vicomte Charles de Saint-Marsault est fiancé à Mlle Paule de Montbron, fille du comte et de la comtesse de Montbron, née des Meulles-Fresnoy.

Mgr Touchet, évêque d'Orléans, bénira, le mardi 4 juillet, à Saint-Philippe du Roule, le mariage de M. René de Liège, avec Mlle Louise Carrelet, fille de la vicomtesse de Carrelet et petite-fille de Mme Langlais de Saint-Chéron.

C'est le 27 du mois prochain qu'on célé-

brera à Cettigne le mariage du prince héritier de Montenegro avec la princesse Julia de Mecklenbourg-Strelitz.

### DEUIL

— Nous apprenons la mort: — De Mlle Marie-Ida Hubert, décédée à Avranches à l'âge de 70 ans. La défunte a laissé à l'hospice de cette ville plusieurs immeubles évalués à environ cinquante mille francs.

— Le cardinal comte François de Schœnborn, prince archevêque de Prague, prince de Bohême, conseiller intime autrichien, grand-croix de l'Ordre de Malte, est mort à Prague des suites d'une pneumonie, à l'âge de cinquante-cinq ans.

Fils de feu le comte Erwin de Schœnborn, il était le frère du comte Charles, François et Adalbert de Schœnborn, de la baronne Ernest de Gudenus, de la baronne Egon de Schœnberg et de la comtesse Wilhelmine de Schœnborn.

Le défunt avait été cardinal-prêtre au Consistoire du 24 1889.

Ferrari.

## A l'Étranger

### La réforme électorale belge

Les partis d'opposition, en Belgique, commencent à se préoccuper des moyens de résistance contre le projet de réforme électorale qui tient si fort au cœur du Roi et dont le cabinet catholique a endossé la responsabilité. On sait qu'un certain nombre de personnes appartenant au parti qui est actuellement au pouvoir se sont séparées, sur ce point, des ministres actuels et désapprouvent cette modification de la loi électorale. Parmi ces adversaires de la réforme, il suffit de citer M. Woeste et même M. Beernaert pour montrer que les conservateurs les plus qualifiés se défient de ce changement aussi bien que les socialistes.

Mais ce sont, comme toujours, ceux-ci qui mènent la campagne avec le plus de bruit, sinon avec le plus d'acharnement. Une réunion vient d'avoir lieu à Bruxelles, sous la présidence de M. Deffieux, où leurs sentiments à cet égard ont été mis en pleine lumière. C'est la réforme ouverte qui a été préconisée comme le seul recours acceptable contre ce qu'on appelle l'« action révolutionnaire du gouvernement ».

Chose insolite! Ce n'est pas, cette fois, M. Vandervelde qui a prêté le discours le plus violent. Il a bien poussé le cri classique: « Aux armes, citoyens! » Mais le record de l'excitation doit être, sans conteste, dévolu à M. de Smets, député de Liège. Il a déclaré qu'il ne fallait plus parler, mais « cogner ».

Si la plaidoirie naturelle de nos voisins du Nord n'atténue quelque peu la valeur de telles démonstrations, on pourrait mal augurer des conséquences d'un mouvement d'opinion qui s'annonce sous de tels auspices. Heureusement, les Belges réfléchissent beaucoup avant d'agir. Mais il n'est que juste de reconnaître, d'après ces symptômes, que le projet de réforme dont il s'agit blesse le sentiment populaire. Nous ne nous expliquons donc pas l'entêtement que l'on met à persister dans une politique qui produit et légitime une si déplorable agitation.

Le roi Léopold de Belgique est un esprit assurément supérieur. Il se distingue par la finesse et l'élégance de sa tenue. Ce sont là de hautes qualités de politique. Mais un souverain doit en faire un usage judicieux, et nous ne croyons pas que le plaisir qui résultera pour le Roi de l'affaiblissement du parti catholique, et de l'entrée à la Chambre d'un certain nombre de libéraux rejetés par les dernières élections, soit de nature à compenser les ennuis ni même les dangers d'un mouvement de réprobation qui va de l'extrême droite à l'extrême gauche révolutionnaire.

Denis Guibert.

### NOUVELLES

#### ITALIE

DISCOURS DE MONSIEUR MATHIEU

Rome, 25 juin. — Cet après-midi, à l'église de Sainte-Sabine, la colonie française assistait à une fête véritablement nationale. Le cardinal Mathieu a pris possession de son titre presbytéral en présence de M. Nisard, ambassadeur près le Saint-Siège, ses secrétaires, les notabilités artistiques, littéraires et religieuses de la colonie et nombre d'évêques et de prélats italiens.

L'ancienne demeure papale Sainte-Sabine devient sous saint Dominique un des principaux sanctuaires de son Ordre et elle est encore desservie par les Frères prêcheurs. Aussi est-ce le général des Dominicains qui a fait les honneurs de son église.

Après avoir adressé en français des paroles élogieuses au cardinal, il a fait l'historique du sanctuaire et s'est réjoui que le premier cardinal titulaire fût un évêque français.

Le cardinal Mathieu a répondu par un discours chaleureux empreint de patriotisme et il a eu une parole aimable pour tous: pour la France, pour son représentant M. Nisard, pour les instituteurs français à Rome dirigés par l'illustre M. Guillaume, pour l'abbé Duchesne, qu'il a appelé le « savant intelligent » et le « spirituel abbé ». Aux Dominicains il a déclaré qu'il comptait venir souvent à Sainte-Sabine et que sa maison serait la leur.

L'assemblée a été surtout frappée de ses paroles, particulièrement affectueuses pour S. S. Léon XIII, dont il a relevé la tendresse infatigable pour la France.

Il s'est attiré tous les cœurs quand, exprimant ses regrets de quitter Toulouse, il a dit espérer trouver une compensation dans l'affection de la colonie nationale.

Les Lorrains présents ont dû être touchés au passage vibrant où le cardinal a rappelé son pays natal, Pont-à-Mousson. — FÉLIX II.

#### ESPAGNE

MANIFESTATIONS DE SYMPATHIES FRANCO-ESPAGNOLES

Xérès, 25 juin. — L'amiral français est arrivé hier avec 140 officiers de l'escadre française à la gare de Xérès. Ils ont été reçus par la municipalité, M. le marquis Bertemati, gouverneur militaire, et une foule immense, en équipages de luxe; puis ils ont été conduits à l'hôtel de Ville où l'alcade leur a souhaité la bienvenue et a prié l'amiral de transmettre au gouvernement français les sentiments de sympathie que professe pour lui la population de Xérès.

L'amiral, dans sa réponse, a adressé à l'alcade des paroles affectueuses.

Les marins français se sont ensuite rendus au vice-consulat français où l'amiral a reçu les hommages de la colonie française.

Un banquet qui a été donné aux bodegas du marquis de Misa, en l'honneur des marins français, ont assisté 210 invités, entre autres le duc de Najera, préfet de la province, le consul de France et l'alcade de Xérès. Le local était orné de drapeaux aux couleurs des deux nations.

Le marquis Bertemati a porté un toast enthousiaste à la France.

L'amiral français a répondu à ce toast en

buvant à la prospérité de l'Espagne et à celle de la famille royale.

Après le banquet, les marins français ont assisté à une course de taureaux. L'arène était ornée de drapeaux français et espagnols. A leur arrivée, la musique a entonné la *Marseillaise*, aux acclamations du public, et les toreros leur ont fait les honneurs de leurs taureaux.

La corrida terminée, les marins sont repartis pour Cadix.

Un déjeuner à bord du *Formidable* sera offert par l'amiral français aux autorités de Cadix.

Les marins français sont l'objet de continuelles démonstrations de sympathie.

## Photographier sans cabinet noir

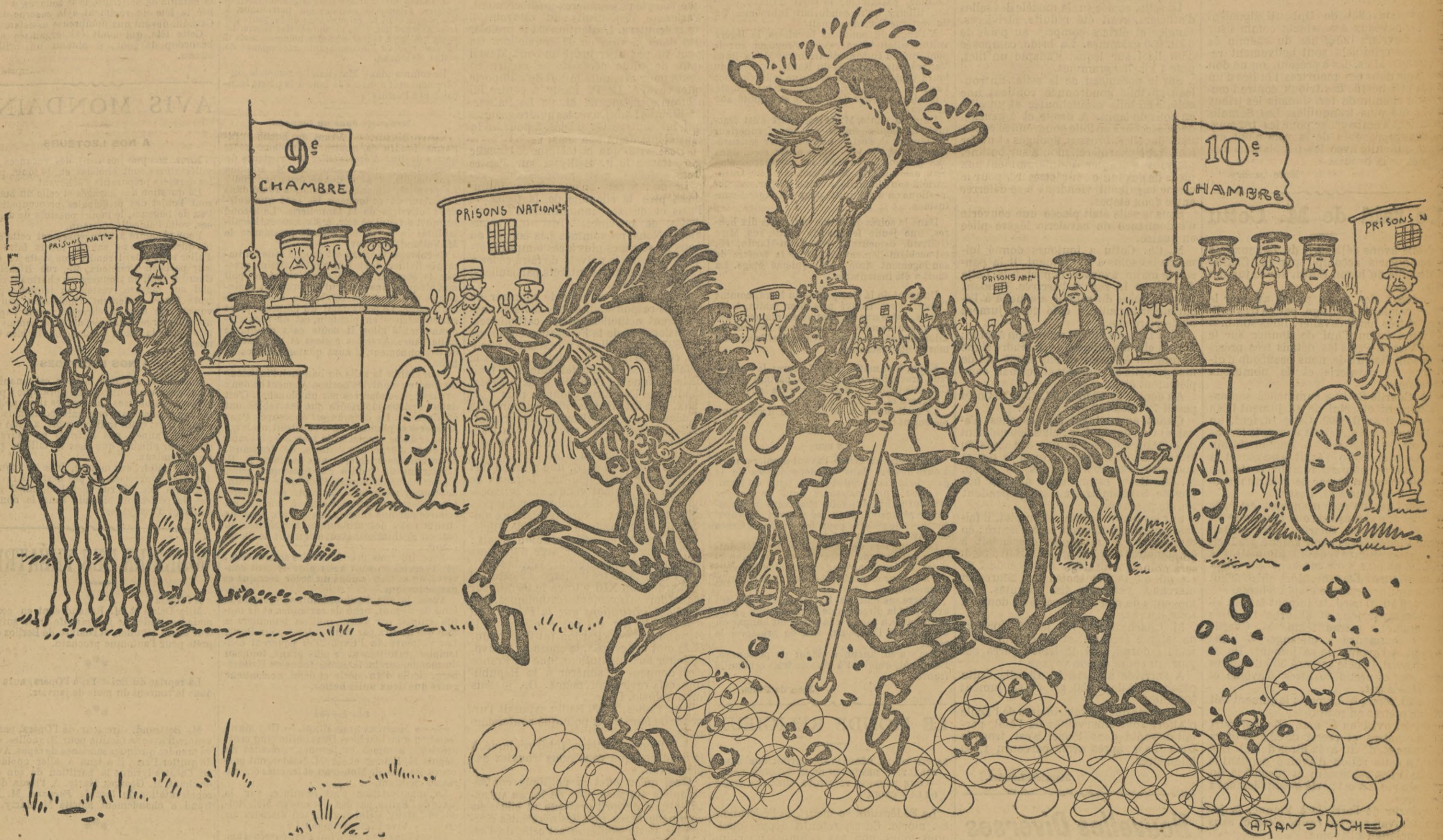
Il existe une foule d'appareils photographiques qui ont des qualités précieuses, mais qui n'avaient présenté jusqu'ici la supériorité écrasante d'être à la fois un appareil à prendre des photographies et à développer les clichés sans le secours d'un laboratoire. Or, un nouveau venu, l'Hémérascopie, permet de développer et de fixer en pleine lumière. Nous doutons d'abord, songez donc, plus de cabinet noir! Faire de la photographie au grand soleil! Conduire le développement d'un cliché en toute aisance et sécurité sans lanterne rouge!... Eh bien! ce but est atteint: grâce à l'Hémérascopie, on opère sur place sans le secours d'aucune installation spéciale, ou bien chez soi, dans la pièce la plus claire. Telle est l'originalité de cette invention quasi révolutionnaire.

L'Hémérascopie est du format 9 x 12, léger, solide et de volume réduit; il compare, en tant qu'appareil photographique, les derniers perfection



## LES GAÏETÉS DE NOTRE RÉGIME

PAR CARAN D'ACHE



La justice du pouvoir civil à la revue du 14 juillet 1899.

## NOTES D'UN PARISIEN

On avait annoncé, il y a quelque temps, qu'une médaille avait été commandée à l'un de nos plus célèbres graveurs pour commémorer l'inauguration des nouvelles prisons de Fresnes. C'était déjà là une idée très originale. Les prisons, en effet, sont des établissements nécessaires, et même indispensables, mais il n'était encore venu à l'esprit de personne de les inaugurer solennellement, comme on ferait d'un théâtre ou d'une Académie.

Le graveur, ayant sa médaille à faire, s'est naturellement préoccupé de trouver un sujet symbolique. Sur l'une des faces de la médaille, il a représenté un prisonnier à son entrée en cellule, s'affaissant sur un escabeau et désespérant, très visiblement, de l'avenir. Sur l'autre face, ce même prisonnier a repris courage. Il est plus confiant, plus gai, et il lime une pièce de fer, en homme qui a enfin trouvé du travail. Je n'ai pas besoin de vous expliquer l'apologue : l'artiste a voulu représenter d'un côté le châtiment et, de l'autre, la rédemption.

Je crains seulement qu'il ne soit pas tout à fait compris, et la confusion, ici, serait déplorable. Il ne faudrait pas s'arrêter trop superficiellement au contraste de ce prisonnier d'aspect si minable au jour de sa condamnation, et si subitement ragailardi après quelques jours de cellule. Même en liberté, de pareilles transformations ne se voient pas souvent, à plus forte raison sous les verrous. Il n'est donc pas mauvais de mettre les âmes sensibles en garde contre l'imagination de l'artiste. Les symboles ont du bon, mais c'est peut-être pousser un peu loin l'amour de l'art que de frapper des médailles qui donnent aux gens l'envie d'entrer en prison...

PAIN GRILLÉ JACQUET, 32, rue Richelieu  
CONTRE LES MALADIES D'ESTOMAC ET L'OBESITÉ

## REVUE DES JOURNAUX

L'Agence Havas communique à la presse le démenti suivant du général de Galliffet :

Contrairement aux affirmations d'un journal militaire, le ministre de la guerre n'a accordé aucune interview à aucun de ses rédacteurs, et la plupart des propos qui lui sont attribués ne répondent ni à la pensée du gouvernement ni à la sienne.

Les élus du parti ouvrier français, MM. J.-B. Bénézech, Antide Boyer, Cadenat, Carnaud, Ferrero, Ferroul, Krauss, Légitimus, Palix, Pastre, Sauvanet, Zévaès, avaient voté avant-hier la décision suivante :

Les élus du parti ouvrier français, convaincus de la nécessité de poursuivre l'organisation et la lutte de la classe ouvrière contre toutes les fractions de la classe capitaliste, déclarent ne pouvoir se solidariser avec un ministre qui a à sa tête M. Wladec-Rousseau, l'homme du grand patronat et de la haute finance, et qui compte dans son sein le général de Galliffet, l'ogresseur du parti républicain et socialiste de 1871.

Mais résolus à sauvegarder contre les attentats du militarisme et du cléricisme l'institution républicaine, instrument nécessaire de la transformation sociale, ils donneront leur adhésion aux actes d'énergie républi-

caine dirigés contre les complots des généraux factieux, des jésuites et de toutes les réactions.

Hier matin, le Conseil national de ce même « parti ouvrier français » qui, en vertu des règlements, a seul qualité pour décider de la politique générale du parti, s'est réuni et, après une longue discussion à laquelle ont pris part tous ses membres, a voté l'ordre du jour suivant :

Le Conseil national du parti ouvrier français, réuni extraordinairement le dimanche 25 juin, a décidé à l'unanimité :

1° Qu'il ne saurait y avoir rien de commun entre ses représentants à la Chambre et un ministre dont fait partie le fustilleur de mai 1871, le général marquis de Galliffet ;

2° Que les élus du parti (au nombre de treize) sortirent de l'ancien groupe dit « union socialiste » de la Chambre auquel cette décision sera communiquée dans la réunion de demain ;

3° Qu'ils se constitueront, au moins provisoirement, en attendant la résolution définitive du prochain congrès national, en « fraction parlementaire du parti » et qu'ils auront à s'entendre, pour faire face aux événements, avec le groupe dit « socialiste révolutionnaire » nouvellement formé.

Le Conseil national a décidé, en outre, qu'un manifeste, dont la rédaction a été confiée aux citoyens Jules Guesdè, Fortin, Paul Lafargue et A. Zévaès, sera adressé aux travailleurs de France et que le congrès national annuel du parti (le 17<sup>e</sup>), primitivement fixé à septembre, aura lieu dans la deuxième quinzaine d'août, à Epernay (Marne).

Le Conseil national du parti ouvrier français et ses élus :

Bach, conseiller municipal de Toulouse ; J.-B. Bénézech, député de l'Hérault ; Antide Boyer, Bernard Cadenat, Carnaud, députés des Bouches-du-Rhône ; Ch. Bru-nellière, conseiller municipal de Nantes ; René Chauvin.

G. Delory, maire de Lille ; Dufour, député de l'Indre ; Ferrero, député du Var ; Ferroul, député de l'Aude ; Ed. Fortin, Gabriel Farjat, Jules Guesdè, Krauss, député du Rhône ; Paul Lafargue, Raymond Lavigne, H. Légitimus, député de la Guadeloupe ; H. Millet, conseiller municipal de Rouilly ; Palix, député du Rhône ; Pastre, député du Gard ; Pédrón, Prévoist, Roussel, maire d'Ivry ; Sauvanet, député de l'Allier ; Alexandre Zévaès, député de l'Isère.

Le Conseil d'enquête appelé à donner son avis sur le cas de M. Lasies, député du Gers, lieutenant de cavalerie territoriale, en raison d'une lettre ouverte adressée à M. Krantz, ministre de la guerre, s'est réuni hier matin à l'Ecole militaire.

Le Conseil était présidé par le général de Chalender, commandant la 2<sup>e</sup> brigade de cavalerie.

D'après la Patrie, M. Lasies a fait entendre les témoins suivants : le général Lespiau, le général Jacquy, député ; le colonel Prunier, ancien commandant du 9<sup>e</sup> chasseurs, à Auch ; le capitaine de Gramont, le lieutenant Rambourg, M. Napoléon Magne, député ; M. Georges Thiébaud et M. Joseph Ménard.

Appréciations sur le rôle du nouveau cabinet.

Le Petit Parisien, journal de M. Jean Dupuy :

La tâche du gouvernement de la République consistera à rendre à tous les dépositaires de la puissance publique, magistrats, militaires, fonctionnaires, le sentiment fort net qu'ils doivent rester dans la sphère de leurs attributions.

Il faut que la magistrature soit respectée, car le respect des arrêts est la base de toute société.

Il faut que l'armée se confie avec déférence au Conseil de guerre de Rennes, soustrait lui-même au choc des polémiques pour pro-

noncer en toute liberté, en toute équité, le Code à la main, la parole suprême indispensable au repos de la France.

Il faut, en un mot, que le cabinet dise très haut les mots de ralliement que la Chambre attend de lui, en conformité de l'ordre du jour voté le 12 juin, et qu'il tienne ainsi, d'une main ferme, le drapeau de la République.

La Petite République, M. P. Brousse :

Le fusil de Dupuy remis, voici le sabre de Galliffet. Si la pointe menace nos ennemis, fort bien ; nous ne pouvons qu'en rire. Mais, s'il la dirige jamais sur une poitrine ouvrière, d'ouvrier gréviste ou de manifestant républicain, alors, la responsabilité de Millerand devient « formidable », comme écrivait Jaurès. Et à ce point de vue, qui n'est point à dédaigner, la présence d'un des nôtres dans le cabinet est plutôt une garantie.

Somme toute, il y a des questions d'actes et des questions de personnes, comme il y en avait au temps du ministère Dupuy, et tant mieux si, après tout, l'homme étant pire, l'acte est meilleur.

Presque tous les journaux approuvent la circulaire de M. Wladec-Rousseau et celle du général de Galliffet.

Le Temps dit :

M. Wladec-Rousseau s'approprie, comme devait naturellement le faire le chef du nouveau cabinet, l'esprit et presque les termes de l'ordre du jour qui a renversé le cabinet qu'il remplace. Il préconise la défense républicaine, le respect des institutions et le bon ordre, il condamne l'esprit de parti. Ces paroles font, à l'heure actuelle, un sage programme de gouvernement.

Le général de Galliffet n'est pas moins bien inspiré. Le nouveau ministre de la guerre se fait l'idée la plus juste des obligations de sa charge.

Le Temps fait, à propos du retour du capitaine Dreyfus, ces sages réflexions :

Pour la fraction du public qui, par le plus inconcevable des états d'esprit, peut encore dur comme fer à la culpabilité de ce capitaine, il faut sans doute renoncer à l'élire, mais on peut au moins lui soumettre deux ou trois observations. La première, c'est qu'il lui sied de prouver son amour de l'armée par un scrupuleux, et surtout silencieux, respect du Conseil de guerre et de ses décisions.

La seconde, c'est qu'à l'heure actuelle le capitaine Dreyfus n'est plus un condamné, mais un prévenu, un officier en possession de son grade, et c'est qu'en outre cet officier est un infortuné qui a touché le fond de l'abîme de la souffrance humaine. Il n'était pas admis jusqu'ici qu'on s'acharnât sur un malheureux, fût-il indubitablement coupable de tous les crimes. Res sacra miser !

Les Débats nous donnent le chiffre des étudiants étrangers dans nos facultés :

Les efforts tentés depuis quelques années pour attirer dans nos universités les étudiants étrangers n'ont pas été infructueux. Et ce n'est pas seulement à Paris, comme on est porté à le croire communément, que les étudiants étrangers fournissent un apport notable au contingent des étudiants nationaux. Il n'y a pas une seule de nos universités provinciales qui ne soit complètement pourvue. L'an dernier, pour nous en tenir aux chiffres officiels publiés par la Revue internationale de l'enseignement, le nombre des étudiants étrangers inscrits dans nos diverses facultés s'est élevé à 2,074, dont 1,129 pour Paris et 945 pour le reste de la France. On voit que l'attraction de la capitale, tout en restant prépondérante, ne va pas jusqu'à être exclusive. Certaines universités de province ont de la réputation au delà de nos frontières : Montpellier, par exemple, qui possède 202 étudiants étrangers (dont 150 attirés par le renom de son antique Ecole de médecine), Nancy qui en reçoit 126, Lyon 108, Toulouse 70, etc. Partout, d'ailleurs, c'est la médecine qui nous vaut le plus d'étudiants étrangers (1,076, soit

plus de la moitié de l'effectif global). Viennent ensuite, en suivant l'ordre décroissant : le droit (480), les sciences (283), les lettres (191), la théologie protestante (5). La proportion des femmes, parmi ces étudiants étrangers, est assez élevée (200 ou 14 0/0). Ajoutons que les Etats des Balkans, la Russie, l'empire ottoman sont les meilleurs et les plus fidèles clients de notre enseignement supérieur. Ces résultats sont assurément satisfaisants et ceux de l'année courante ne le sont pas moins. Ils prouvent que le rayonnement intellectuel de notre haut enseignement n'est pas en train de s'éteindre, et que nos jeunes universités savent, en dépit de toutes les concurrence, se faire connaître et apprécier dans tout l'univers civilisé.

Le Journal :

On s'est fort occupé durant toute la soirée d'hier, de M. Krantz, l'ancien ministre de la guerre du cabinet Dupuy, et de sa famille qui, selon les mieux informés, avaient été empoisonnés.

Au boulevard Saint-Germain, où habite M. Krantz, on se montre, dans l'entourage de l'ancien ministre, très réservé sur cette mystérieuse affaire. Voici cependant ce qui nous a été conté cette nuit par une personne de l'entourage immédiat de M. Krantz :

L'ancien ministre de la guerre avait déjeuné jeudi matin, avec toute sa famille, et était sorti vers deux heures, lorsque quelques heures plus tard, s'étant senti subitement indisposé, il dut rentrer en toute hâte à son domicile.

Mais une cruelle surprise attendait l'ancien ministre à son arrivée. Il trouva, en effet, Mme Krantz et ses enfants en proie à de violentes malaises, présentant tous les symptômes de l'empoisonnement. Après une nuit insupportable, M. Krantz se décida, hier matin, à appeler un médecin, lequel, ayant examiné les malades, leur prescrivit un antidote tout en leur conseillant de garder la chambre.

M. et Mme Krantz, dont l'état est assez grave, sont donc restés au lit durant toute la journée d'hier, ainsi que leurs enfants ; les visiteurs habituels n'ont pas été reçus par l'ancien ministre, qui avait, d'ailleurs, rigoureusement consigné sa porte.

Détail curieux : les quatre domestiques qui sont au service de la famille Krantz et mangent chaque jour leur part des aliments servis sur la table de leurs maîtres, n'ont pas été indisposés.

On se perd en conjectures sur les causes de cet empoisonnement, qui, d'après ce que l'on nous affirme, n'aura, fort heureusement, aucune suite regrettable.

Le Temps dit à ce sujet :

M. Krantz, n'étant pas encore rétabli, a consigné sa porte à tous les visiteurs. Son état et celui de sa femme et de ses enfants ne présente d'ailleurs aucune gravité.

Le Liseur.

DANS L'ARMÉE

La Commission de l'armée a adopté le projet de loi proposé par M. de Freycinet et présenté par M. Krantz, tendant à déclasser un certain nombre de places fortes restées debout après la grande destruction de la ceinture de fer de Vauban, opérée il y a quelques années. Lille, Condé-sur-l'Escaut, Le Quesnoy, Péronne et Longwy vont faire tomber les murailles dont le passé est si intimement mêlé à l'histoire du pays. A l'autre extrémité de la France, Perpignan sera enfin débarrassée d'une ceinture qui entrave son développement. Lille conserve ses forts détachés et n'en reste pas moins une place d'armes pour la défense de la frontière du Nord. Il en sera de même sans doute pour Maubeuge, dont l'enceinte étroite contient à peine la cinquième partie de la population, le reste

ayant dû trouver place dans les faubourgs sans cesse grandissants.

L'œuvre de Vauban a donc vécu. On ne la voit pas disparaître sans regrets, dans la guerre moderne, cette multitude de places fortes, incapables de résistance contre les engins modernes, étant plutôt une cause de faiblesse. Mais on ne saurait oublier que cette barrière sauva la France en 1792. Si Condé et Valenciennes succombèrent, il restait assez de forteresses pour donner à nos armées improvisées un sentiment de sécurité. Derrière cette chaîne de places de guerre, les éléments sans cohésion des troupes de la Révolution purent se préparer à devenir l'admirable machine offensive dont Bonaparte devait tirer un si prodigieux parti.

Désormais il ne restera, jusqu'à la Meuse, que les places du camp retranché de Dunkerque : Calais, Gravelines, Dunquerque et Bergues appelées aussi à une transformation, et Maubeuge. Partout ailleurs, sur l'Aa, la Lys, la Deule, la Scarpe, l'Escaut, la Sambre et les Helpes, les démolisseurs ont fait table rase de tant de vénérables enceintes. Les plus peuplées des villes les ont remplacées par des boulevards bordés de maisons somptueuses. Qui vit, il y a dix ans, Saint-Omer, Aire, Arras, Valenciennes, Douai, Cambrai et Landrecies ne les reconnaîtrait plus.

Lille, entourée par son enceinte, va pouvoir se relier à ses gigantesques faubourgs et tendre vers le groupe de Roubaix-Tourcoing pour former une cité colossale. Condé deviendra, avec sa banlieue, une grande roche manufacturière. Péronne perdra le caractère pittoresque que lui donnaient ses murailles baignées par les eaux immobiles des marais de Somme.

Dans l'Est, une des deux dernières petites places demeurées debout va être démantelée, c'est Longwy, porte du Luxembourg, mais porte dominée de toutes parts. Il restera seulement sur la Chiers la ville haute de Montmédy, sorte de fort d'arrêt gardant le chemin de fer de Lille à Metz, déjà surveillé par les forts de Maubeuge, le fort d'Hermon et le fort des Ayvelles, près de Mézières.

La défense mobile prévaudra donc sur la défense fixe. On ne saurait s'en plaindre, mais nous ne dirons pas adieu sans mélancolie aux pierres glorieuses qui arrêtaient souvent les invasions. Puissent les cités libérées de leurs entraves garder au moins quelques souvenirs du passé. Une porte même sans style, un coin de bastion planté d'arbres auront plus tard pour le pays une valeur de relique. Nous ne pouvons les juger aujourd'hui comme le fera la postérité.

Lille l'a bien compris, elle a obtenu de la Commission de l'armée le maintien au rang de places de guerre de la pittoresque citadelle. Cette œuvre capitale de Vauban est un véritable musée de l'architecture militaire et, par ses fossés, ses contrescarpes transformés en parc ombrueux, le plus bel ornement de la grande cité flamande.

Ardouin-Dumazet.

DANS LA MARINE

Le port de Lorient qui a mis à l'eau avant-hier la canonnière de station Décidée procédera aujourd'hui au lancement du croiseur Jurien-de-La-Gravière,

bâtiment en acier, de 137 mètres de longueur et de 5,685 tonnes, de déplacement. Son armement est de huit canons de 16 cm et de dix-huit petits canons à tir rapide, avec deux tubes lance-torpilles sous-marins.

Il ne porte pas de cuirasse verticale sur les flancs, toute sa protection consistant en un pont cuirassé et une flottaison cellulaire. Il appartient ainsi au type des croiseurs protégés, type unanimement abandonné dans toutes les marines pour les navires de combat. De tels navires semblent, en effet, susceptibles de ne servir que comme estafettes dans les escadres, car leur vitesse est considérable, puisqu'elle atteint 23 nœuds.

Mais on se demande, non sans raison, s'il est bien utile de consacrer à une simple besogne d'estafettes des navires aussi grands que le Jurien-de-La-Gravière, qui, avec ses 5,700 tonnes, ne coûte pas moins de onze millions trois cent mille francs.

Maré Landry.

AVIS DIVERS

EXTRACTION et pose de dents sans douleur, DUCHESNE et son docteur, 45, rue Lafayette.

ENLEVEZ naturellement les points noirs de votre nez avec l'ANTI-BOLBOS de la Parfumerie exotique, 35, rue du 4-Septembre, qui resserre l'épiderme et lui rend blancheur et netteté.

EAU DE SOURCE DE LIANCOURT, 15 c. la bout.

On ne saurait plus, désormais, sortir habillé qu'avec les vêtements à devants incassables, qui sont l'indice même du bon ton. ROGUESCOUD et DESSEIN, tailleurs, 25, Bd des Capucines, 15 bis, Bd St-Denis. Sur mes. comp. 80-100; Pard. 55-70; Comp. hab. ou red. 110.

LES ANALYSES MÉDICALES

(urines, crachats, sang, etc.) exigent un outillage perfectionné et une grande science. Elles sont exécutées d'une façon irréprochable dans

LE LABORATOIRE MODÈLE DE LA PHARMACIE NORMALE

rue Drouot, 19

par l'un des directeurs, ancien chef de laboratoire de la Faculté de médecine de Paris.

M<sup>lle</sup> LACHAPPE, maîtresse sage-femme, reçoit, en consultation, de 3 à 4 h., 27, r. Maubour, les dames malades, stériles ou enceintes.

LA MEILLEURE Poudre de Riz, la seule recommandée par feu le savant Docteur Constantin James, c'est le DUVET DE NINON de la PARF<sup>erie</sup> NINON, 31, rue du 4-Septembre.

LES COLONIES

Une nouvelle assez grave nous arrive d'Angleterre. Les journaux anglais publient une dépêche de Saint-Jean-de-Terre-Neuve annonçant que le commandant de la station française ayant défendu aux bâtiments américains de s'approvisionner de boîtes (appâts) sur le French-Shore, le commodore anglais intervint et autorisa les Américains à prendre, sous sa protection, la quantité de boîtes qui leur serait nécessaire.

Si cette information est reconnue exacte, il y aurait lieu de craindre une nouvelle source de conflit. On a peine à s'expliquer, en effet, l'intervention du commodore anglais sur la portion de la côte de l'île qui nous est attribuée. Et l'on comprend d'autant moins cette intervention qu'en 1886 le Parlement de Terre-Neuve vota et qu'en 1888 le gouvernement britannique sanctionna une











nisseur de l'Etat, de la Ville de Paris et de  
 leurs grandes administrations. Fondée en 1855.  
 aison absolument de confiance, délivre tous  
 des produits de premier choix, de première  
 et possédant leur maximum d'action.  
 prépare tous ses médicaments dans son labo-  
 ratoire même d'après les formules du Codex et  
 tous les soins voulus.  
 est contenté d'un bénéfice modéré sur tous ses  
 produits et n'a pas d'article de réclamation pour  
 le public.  
 laboratoire modèle d'analyses médicales et  
 essai des médicaments.  
 Bien spécifier le nom **NORMALE**.  
 LE, DE POCHES, DE VOYAGE, &  
 us et voitures. — Catalogue illustré franco.